



COVID-19 : L'AUDIT SOUS L'ANGLE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Par **Marie-Hélène Bérubé**, agente de programme, Égalité des sexes et éthique, Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation, et **Petra Schirnhofner**, gestionnaire, Unité de soutien stratégique, Initiative de développement de l'INTOSAI

Les impacts de la pandémie de COVID-19 se font sentir sur les populations du monde entier. En raison d'inégalités de longue date, beaucoup de ces répercussions touchent plus fortement les femmes, les filles et les personnes marginalisées, notamment sur les plans de la santé, de l'économie et de la sphère sociale. Les premières données montrent que la crise aggrave les inégalités existantes et compromet les progrès durement acquis en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes.

Les institutions supérieures de contrôle (ISC) peuvent contribuer à inverser cette tendance. Comme les ISC tiennent les gouvernements responsables des réponses nationales à la pandémie, l'adoption d'une perspective sexospécifique dans les audits peut non seulement aider à déterminer comment les femmes, les filles et les personnes marginalisées sont affectées, mais aussi conduire à des recommandations éclairées permettant d'améliorer les programmes des gouvernements.

Cet article examine comment les ISC peuvent jouer un rôle positif durant cette crise et améliorer la vie de tous les citoyens et citoyennes.

Pourquoi la question de l'égalité des sexes est importante en temps de crise

Les impacts sanitaires, économiques et sociaux d'une pandémie sur les citoyennes et citoyens sont nombreux, en particulier pour les femmes, les filles et les populations marginalisées, par exemple les personnes handicapées, les minorités raciales et les membres de la communauté lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre/transsexuelle et intersexuée.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont observé une escalade de la violence sexiste et de la maltraitance des enfants pendant le confinement, une intensification des niveaux d'anxiété et de stress subis par les travailleurs de première ligne (qui sont principalement des femmes) et une augmentation des niveaux de chômage (les femmes sont particulièrement à risque, car elles occupent la majorité des emplois dans le secteur informel à bas salaire n'offrant pas de sécurité d'emploi).

Dans de nombreux pays, les impacts de la pandémie s'ajoutent au contexte de pauvreté et d'insécurité et causeront un préjudice supplémentaire aux femmes et aux filles qui subissent déjà différentes formes d'inégalités et de discrimination.

Pour contrebalancer le risque d'accroissement des inégalités entre les sexes, la protection et l'aide sociale sont essentielles. Selon les données de la recherche, la probabilité que les filles abandonnent l'école pour effectuer un travail non rémunéré afin d'aider leur famille augmente en temps de crise, tout comme les grossesses et les cas de violence sexuelle. Des études montrent également que la fermeture des écoles et des garderies aura un impact disproportionné sur les femmes et les filles, car le fardeau du travail non rémunéré et des soins familiaux repose largement sur leurs épaules dans de nombreuses sociétés.

Les gouvernements peuvent intervenir efficacement en réalisant des analyses comparatives entre les sexes, en utilisant des outils de budgétisation sexospécifique et en veillant à ce que les points de vue des femmes, des filles et des groupes marginalisés soient pris en compte dans les processus décisionnels. Ce type de mesures contribuant à éviter le renforcement des normes et des stéréotypes sexistes existants et l'aggravation des inégalités peut transformer les réponses à la pandémie en occasions de remettre en cause et de transformer les iniquités entre les sexes.

Comment les ISC peuvent influencer le cours des choses

À l'heure où les gouvernements se hâtent de mettre en œuvre des réponses à grande échelle à la crise, les ISC sont plus que jamais des bastions de la reddition de comptes (voir le document [Responsabilité en temps de crise](#) publié par l'Initiative de développement de l'INTOSAI). Ces derniers mois, les ISC du monde entier se sont efforcées de rester résilientes et souples, et nombre d'entre elles ont ajusté ou recentré les priorités et stratégies d'audit dans des circonstances difficiles (en veillant tout particulièrement à adopter une approche fondée sur les risques). En intégrant des aspects liés à l'égalité des sexes dans les travaux d'audit, les ISC peuvent aider les gouvernements à faire en sorte que les réponses nationales prennent en compte les besoins et les points de vue des femmes, des filles et des groupes marginalisés.

De nombreuses ISC ont récemment adopté une perspective sexospécifique dans leurs audits, en particulier ceux portant sur l'état de préparation pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). L'égalité des sexes et l'inclusion sont inscrits dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui prend en compte toutes les composantes de la société sans distinction de race, de sexe, d'appartenance ethnique et d'identité.

À l'heure où les ISC commencent à auditer les réponses nationales à la pandémie de COVID-19, il est tout aussi important d'intégrer l'égalité des sexes et l'inclusion tout au long du processus d'audit. Cela permet de renforcer l'impact des audits, de déterminer si les citoyennes et citoyens sont soutenus de façon égale et d'aider les ISC à formuler des recommandations d'amélioration éclairées. Pour les ISC, les points à considérer sont les suivants :

Planification et analyse – Examiner si les gouvernements ont réalisé des analyses comparatives entre les sexes pour concevoir les réponses à la pandémie et s'ils ont étudié les divers impacts que les nouveaux engagements peuvent avoir sur les femmes, les filles et les groupes marginalisés.

Prise de décision – Comprendre comment sont prises les décisions du gouvernement, qui participe aux processus décisionnels, et quels mécanismes sont en place pour s'assurer que les femmes, les filles et les groupes marginalisés sont bien représentés.

Conformité aux lois et aux règlements – Évaluer dans quelle mesure les nouveaux programmes et mesures du gouvernement respectent les droits de la personne et les droits des femmes et sont conformes aux lois et aux règlements sur l'égalité des sexes en vigueur, qui couvrent de nombreux domaines incluant la violence familiale et sexiste, le harcèlement sexuel, les normes du travail et les soins de santé.

Surveillance et évaluation – Déterminer si (et avec quelle efficacité) les gouvernements recueillent des données ventilées sur l'accès des citoyennes et citoyens aux programmes de soutien, et si les données sont utilisées pour surveiller la variabilité des résultats selon les groupes.

Ces points à considérer permettent aux ISC de formuler des questions comme celles figurant ci-dessous pour auditer les réponses nationales à la pandémie de COVID-19 :

Mesures de protection sociale et plans de relance économique

- Les transferts monétaires, les autres mesures de protection sociale et les plans de relance économique atteignent-ils de manière efficiente et efficace les groupes cibles?
- Les gouvernements apportent-ils un soutien financier aux groupes marginalisés travaillant dans des secteurs où ils ne disposent pas d'assurance-maladie et de protection sociale?
- Comment les gouvernements soutiennent-ils les parents – principalement les femmes et les chefs de famille monoparentale – dont le travail est en grande partie non rémunéré?

Systèmes et programmes de santé

- Sachant que les rapports de l'Organisation mondiale de la Santé indiquent que les hommes sont plus susceptibles de mourir du virus de la COVID-19 et que les femmes représentent environ 70 % des travailleurs de la santé et des travailleurs sociaux dans le monde, comment les gouvernements répondent-ils aux besoins spécifiques de chaque sexe?
- Comment les gouvernements soutiennent-ils d'autres services essentiels, par exemple l'accès aux soins de santé maternelle et aux soins de santé mentale?

Violence sexiste

- Compte tenu des niveaux élevés de violence familiale et sexiste pendant le confinement, que font les gouvernements en matière de prévention ainsi que de mise en œuvre et de soutien des mesures de gestion des risques?
- Les gouvernements fournissent-ils des services (lignes d'assistance, refuges, programmes de santé mentale) qui répondent à tous les besoins des citoyennes et citoyens?

Intégrer une perspective de genre dans les audits permet d'obtenir des données ventilées par sexe, par âge, par lieu et selon d'autres catégories. Ces informations aident à combler les lacunes en matière de données et incitent les gouvernements à recueillir davantage de statistiques afin de mieux éclairer les futurs travaux.

Pour adopter une perspective sexospécifique dans le cadre d'un audit, il est essentiel que les ISC interagissent avec les parties prenantes concernées (par exemple les gouvernements, les partenaires de développement, les organisations de la société civile et les groupes travaillant sur des enjeux liés au genre, aux droits des femmes et à l'inclusion). Entretenir un dialogue actif aide à comprendre les réponses globales, à évaluer les principaux risques et à réaliser des travaux d'audit qui apportent la plus grande valeur ajoutée possible.

Conclusion

Face à l'emprise mondiale fermement exercée par la pandémie actuelle et à ses répercussions sociales et économiques massives aux quatre coins du globe, la reddition de comptes et la surveillance restent essentielles.

Les ISC, par le biais d'audits et de rapports opportuns et pertinents, peuvent influencer de manière significative les réponses nationales à la pandémie. Toutefois, pour véritablement changer la vie de tous les citoyens et citoyennes, il est particulièrement crucial d'adopter une perspective sexospécifique dans les travaux d'audit en temps de crise, quand les difficultés sanitaires, économiques et sociales s'intensifient.

La pandémie de COVID-19 est un moment charnière qui nous pousse toutes et tous à agir selon nos moyens pour rendre nos sociétés plus égalitaires et résilientes à l'avenir.

Personnes-ressources

Écrivez à **Marie-Hélène Bérubé** (mhberube@caaf-fcar.ca) et à **Petra Schirnhofner** (petra.schirnhofner@idi.no) pour en savoir plus sur cet article.

Lectures suggérées

Consultez les publications suivantes d'ONU Femmes (2020) pour en savoir plus sur la COVID-19 et ses impacts sur l'égalité des sexes :

- [Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles](#)
- [COVID-19: Emerging gender data and why it matters](#) (COVID-19 : Pourquoi les nouvelles données sexospécifiques sont importantes – en anglais seulement)

INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INTOSAI (IDI)

L'IDI aide les ISC des pays en développement à améliorer durablement leur performance et leurs capacités. Pour ce faire, l'IDI cherche à adopter une perspective sexospécifique et à sensibiliser les membres et les partenaires de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) à l'importance de l'égalité des sexes. En axant son action sur les besoins, l'IDI adapte, le cas échéant, ses mécanismes de prestation pour être plus efficace en période de crise, et elle a déjà accru ses offres d'apprentissage en ligne et ses possibilités d'engagement numérique. L'IDI dispose d'une fonction dédiée à l'égalité des sexes et a reconfirmé son engagement ferme à adopter une perspective sexospécifique dans ses prochains travaux.

Le projet pilote de l'IDI sur l'audit de la violence conjugale, qui est lié à la cible 5.2 relevant des ODD, intégrera les données et les leçons tirées de la pandémie de COVID-19. L'IDI a également l'intention de réaliser un audit coopératif des systèmes de santé – lié à la cible 3.d relevant des ODD, « Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement, en matière d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux » – dans lequel l'égalité des sexes et l'inclusion seront visualisées et intégrées à l'audit pour en accroître l'impact. Ces deux audits s'appuieront sur le modèle d'audit des ODD de l'IDI ([ISAM](#)).

La coopération et la collaboration sont essentielles, et l'IDI appelle l'ensemble des ISC et des partenaires à travailler ensemble pour contribuer à faire progresser les avancées durement acquises en matière d'égalité des sexes.

FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION (FCAR)

La FCAR est une organisation à but non lucratif qui se consacre à la recherche, à l'éducation et au partage des connaissances, afin de promouvoir et de renforcer l'audit de performance, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public, tant au Canada qu'à l'étranger.

Dans le cadre de son programme international, qui est financé par le gouvernement du Canada, la FCAR aide les ISC à renforcer les capacités en matière d'audit de performance, en particulier les audits de l'égalité des sexes et des ODD. La FCAR a élaboré plusieurs ressources connexes, dont le [Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies](#) et un cours intitulé [L'audit de l'égalité des sexes](#). En outre, la FCAR a commencé à s'intéresser à l'intégration d'une perspective sexospécifique dans le but de favoriser l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans les ISC partenaires.

Tout au long de cette pandémie, la FCAR s'est adaptée à de nouvelles méthodes de travail et a fait preuve d'innovation pour apporter une valeur ajoutée à ses membres et partenaires, notamment en lançant une série de webinaires en avril, en répertoriant des ressources sur la COVID-19 pour les auditeurs et auditrices et les comités de surveillance, et en préparant de nouvelles offres de formation en ligne. Rendez-vous sur www.caaf-fcar.ca/fr pour en savoir plus.